

J'ai eu la chance de grandir dans une ferme en activité, entouré de bétail, de champs, de vergers et de vignes. Mes quatre grands-parents étaient paysans, tout comme mes parents.

Et puis j'ai bifurqué, fait des études de Lettres, travaillé comme enseignant ou journaliste. J'ai vécu une quinzaine d'années en ville, à Lausanne.

C'est d'abord mon activité d'écrivain qui m'a permis de me «repayser», de renouer avec une forme de ruralité. J'ai par exemple transcrit mon expérience de moutonnier dans les Alpes vaudoises dans le récit *Estive*, en 2007, ou co-écrit les paroles de la dernière Fête des Vignerons, en 2019.

C'est à cette époque que le «goût de la terre» m'a rattrapé ; j'ai repris une parcelle de vigne et commencé à produire mes propres vins, en marge de mon métier d'écrivain.

Et puis, en 2023, j'ai publié le livre *Faire paysan*, une sorte d'OLNI (ouvrage littéraire non identifié) naviguant entre enquête journalistique, essai de vulgarisation et récit intime ; ce livre questionne le fossé ville-campagne et se demande à quoi ressemble l'agriculture suisse aujourd'hui.

Certains grincheux disent que les révoltes paysannes de 2024 n'ont pas servi à grand-chose, que les panneaux de localité ont vite été remis à l'endroit par les Municipalités, qu'il ne s'agissait au final que d'un groupe Facebook, avec des commentaires au ras des pâquerettes, que les parlementaires autoproclamés

« paysans » ont apprécié surfer sur la vague, se sont exprimés dans les médias pour finalement décider de ne rien décider. Le système est toujours bien en place. Et il est malade.

Ces jacqueries 2.0 n'ont en effet pas permis d'alléger les tâches administratives, de créer un observatoire des marges, d'imposer des rémunérations plus justes. Par contre — et c'est essentiel —, elles ont permis d'entendre enfin les voix des paysannes et des paysans. Ce fut une trêve de quelques mois dans la critique constante du monde agricole, une réconciliation éphémère de la ville et de la campagne, une meilleure compréhension des enjeux quotidiens d'une exploitation.

Mais reprenons au commencement : quelles ont été les causes de ce nouveau *röstigraben* qui opposent les paysans et les citadins ? Comment est-on passé des glorieux Pères nourriciers de l'après-guerre à une espèce peu fréquentable ?

Le premier constat est qu'en 1950, 20% de la population suisse travaillait encore la terre, contre moins de 2 % en 2024. On n'a plus forcément un oncle éleveur dans la famille ou une voisine maraîchère au bout de la rue. Fait aggravant, les fermes ont été pour la plupart abandonnées au profit de nouvelles fermes en périphérie, ne favorisant pas les contacts.

Ensuite, l'alimentation n'est plus une préoccupation majeure (la dernière famine en Suisse remonte à 1816) ; on ne consacre à l'alimentation que 6 % du budget global du ménage. On commande en ligne des courses qui sont

déposées devant la porte. Ou alors, une fois toutes les deux semaines, on se gare dans un parking souterrain pour remplir un caddie : l'opération dure une heure, sans rencontrer les producteurs.

Il faut aussi évoquer une année cruciale — 1996 —, témoin de deux petites révolutions. C'est à cette époque que prend fin la crise de la « vache folle » (encéphalite spongiforme bovine) : 230'000 bêtes abattues préventivement en Suisse. La consommation de viande chute lorsque le consommateur découvre que le bétail était nourri avec de la farine animale ; la confiance envers le monde paysan est brisée.

En 1996 toujours, la population accepte par scrutin le système des paiements directs. Les paysans changent de statut. Ils ne sont plus uniquement ceux qui « nourrissent », mais aussi, et surtout, ceux qui « entretiennent » la biodiversité, le paysage, une forme de vie rurale, contre rémunération (2,8 milliards annuels). On se demande alors pourquoi cette branche — qui représente moins de 1 % du PIB — absorbe ainsi 7,2 % des dépenses de l'État. N'est-ce pas injuste, pour le consommateur, de payer doublement sa nourriture, par ses impôts et à l'épicerie ? Pourquoi continuer de subventionner des pratiques qui, pour une part de la population, sont synonymes de désastre écologique ?

Le paroxysme de la tension ville-campagne est atteint en 2021 lors de la double votation sur l'interdiction des « pesticides » (produit phytosanitaire de synthèse). En cas d'acceptation, la Suisse aurait été le premier pays

au monde à les interdire ; le débat aurait pu, aurait dû avoir lieu.

Hélas, d'un côté, on a vu des militants mettre le feu à des chars agricoles sur lesquels avaient été déployées des banderoles appelant à voter NON. Pour eux, les paysans conventionnels étaient des pions entre les mains de Syngenta, des pollueurs de rivières, des tueurs d'abeilles, des « complices de l'holocauste agricole ». Et malgré leurs pratiques honteuses, l'argent du contribuable continuait de couler à flots pour les aider à acheter de plus gros tracteurs encore, eux qui, avec leurs terrains, étaient déjà tous millionnaires !

De l'autre côté, on a vu des paysans ravalant leur rancœur, écœurés d'être depuis vingt ans accusés de tous les maux. Ils faisaient le poing dans la poche, ou au contraire, criaient leur colère contre ces bobos rêveurs, arrogants et hors-sol qui parlaient de « sobriété heureuse » tout en restant accros aux compagnies d'aviation *low cost* et aux vins bios chiliens.

La lecture du débat devint radicale, binaire, simplifiée à l'extrême. Une tendance exacerbée par les réseaux sociaux : les algorithmes font rarement se rencontrer ceux qui travaillent la terre et ceux qui parlent de *slow food*, ceux qui tâchent de faire tourner leur exploitation et ceux qui visionnent des tutoriels YouTube faisant l'apologie du purin d'orties, des semences anciennes et du vin nature.

Le traitement médiatique ajoutait encore de l'huile sur le feu, critiquant volontiers l'agriculture conventionnelle et dressant des portraits fantasmés des agricultures

« alternatives », alignant des reportages dans des fermes pédagogiques converties à la permaculture, ou tendant le micro à un éleveur qui dresse des alpagas pour protéger ses poulets bios. Ces portraits rapidement ficelés étaient moins chronophages qu'une enquête de fond sur les enjeux de la prochaine politique agricole ou l'influence de l'agrochimie sur l'enseignement des écoles d'agriculture. Ils répondaient aussi à un public qui ne se passionne pas pour la pratique quotidienne des agriculteurs, mais raffolent des polémiques : intoxications alimentaires, maltraitance animale, attaques de loups ou votations fédérales.

Il y a enfin une question de tempérament.

Sur les terrasses du centre-ville, on a volontiers un avis définitif. On s'appuie sur un documentaire ou un essai pour donner des leçons simplistes sur un domaine éminemment complexe. On peine à se souvenir que les mots « humus » et « humilité » ont la même racine latine. Surtout, on accumule les contradictions. Pourquoi le consommateur, malgré ses convictions, continue-t-il d'acheter des barquettes de poulets industriels, des fraises hors saison et des légumes importés ? Pourquoi les produits bios restent-ils encore un marché de niche qui stagne à 12 % des ventes ?

Les paysans, quant à eux, sont volontiers taiseux, méfiants, prudents. En mal de reconnaissance, ils compensent leur complexe d'infériorité par un sentiment de supériorité morale qui les rend à leur tour très arrogants, mais aussi très susceptibles. C'est que paysan n'est pas seulement un métier, un CFC, c'est

eux tout entier. Quand on critique l'agriculture, on n'attaque pas leur pratique, leur formation, leur choix, on les critique, eux, en personne, en substance. Alors ils se braquent et, entre eux, se moquent des « écolos des villes » ; en somme, ils préfèrent s'en prendre à ceux qui leur donnent de l'argent — les consommateurs —, plutôt qu'à ceux qui s'enrichissent sur leur dos : groupes agro-chimiques, agro-industriels, grands distributeurs, etc.

On est tous dans la même barque. Paysans et consommateurs, de la fourche à la fourchette, associés par un lien élémentaire : la nourriture. Une décision impliquant les uns se répercute forcément sur les autres.

Les citadins ne révolutionneront pas le monde agricole sans les agriculteurs. Et pour vendre leurs produits, les paysans ont besoin des citadins, qui constituent les 85 % de la population suisse. Le pouvoir de la ville sur la campagne est ainsi économique ; il est aussi politique, puisqu'une grande majorité des électeurs vit en ville, ou déménage à la campagne pour y construire une villa.

Depuis quelques années, heureusement, un vent nouveau souffle dans le monde agricole. Il y a désormais 40 % de femmes dans les écoles d'agriculture vaudoise ; on trouve aussi de plus en plus de candidats venant d'une autre profession, ne venant pas d'une famille terrienne. Cette nouvelle génération est plus apte à communiquer, dépeint son quotidien sur Instagram, TikTok, ou mieux, lance des projets qui favorisent les liens sociaux : vente directe, école à la ferme, agrotourisme, brunchs à la ferme, parcours didactiques, journées portes ouvertes.

Ils appliquent ainsi la « règle des 5 R » énoncée par la géographe française Sylvie Brunel : Rencontre entre les mondes ruraux et urbains, Respect de celui qui travaille pour nous nourrir, Reconnaissance de ses efforts, Responsabilité du consommateur et Rémunération digne.

De plus en plus, le monde agricole cherche à se reconnecter à l'opinion publique, à comprendre les fantasmes de la ville, sa manière de voir le monde. Il prend conscience que même si les réponses des citoyens sont souvent erronées, leurs questions sont légitimes.

Et en ville aussi, un changement s'opère. On est très curieux de ce qui se passe dans les fermes. On essaie d'éviter de prononcer à tout-va les mots « cancérigène » et « pesticide ». On comprend que les paysans sont les premières victimes de ces produits, puisqu'ils les manipulent, qu'ils subissent aussi de plein fouet les conséquences du dérèglement climatique : le gel printanier, les inondations, les sécheresses, de nouvelles maladies, de nouveaux ravageurs.

On essaie, parfois maladroitement, de retisser ce lien. On fait des vacances à la ferme, du *woofing*, de l'Agriculture contractuelle de proximité (ACP). On s'aperçoit qu'en Suisse, les villes sont si petites que la campagne n'est jamais loin.

L'école tente également, certes encore timidement, d'apporter sa pierre à l'édifice en réintégrant l'alimentation dans les cursus scolaires, tâchant de rééduquer le goût, les aptitudes à cuisiner, à connaître les produits.

On note cet intérêt nouveau dans la production artistique. En 2024, combien de romans à succès mettant en scène le monde rural ? *Du même bois* de Marion Fayolle ou *Silence, on ferme* d'Anouk Hutmacher. Combien de films ? *La Ferme des Bertrand* ou la nouvelle saison de la série suisse *Neumatt*. Combien de pièces de théâtre, d'expositions, de documentaires ? Cette production permet à la population d'appréhender le monde agricole par les émotions plutôt que par les chiffres, par le ventre plutôt que par la tête.

Deux événements récents sont encore venus accélérer la tendance. La pandémie qui, même de manière éphémère, a permis à chacun de découvrir la vente directe et, parfois pour la première fois, de cultiver son jardin. Enfin, la guerre en Ukraine a rendu nécessaire une réflexion de fond sur l'autosuffisance alimentaire.

Les paysannes et les paysans resteront toujours les *paisant*, les « gens du pays », les gestionnaires du paysage, les dernières personnes véritablement connectées à la terre. C'est pourquoi les citadins envient parfois leurs mains calleuses, leur visage buriné ; on sent bien qu'on a perdu l'essentiel. Comme le répète souvent Pierre-André Schütz, ancien aumônier agricole vaudois, « la mort du secteur primaire est un des indicateurs principaux de la décadence d'une civilisation. »

Mais écoutez la rumeur des villes, elles sont en train de craquer, on parle de retour à la terre, on fait



des stages, on embrasse des arbres, marche pieds nus, cueille des plantes sauvages. On n'a jamais été aussi mûrs pour accueillir cette voix que les paysannes et les paysans nous refusent encore trop souvent, cette voix qui ne triche pas — avec la nature, on ne peut pas tricher —, cette voix calme et posée qui ferait tant de bien à notre société de plus en plus virtuelle, spéculative et artificielle.

Malgré les nombreuses erreurs commises ces dernières décennies par l'agriculture, les paysans et les paysannes appartiennent aujourd'hui à l'infime minorité de ceux et celles qui ont conservé un lien utilitaire à la campagne. Ils sont à la nature ce que les artisans sont à la matière. Ils sont les héritiers d'un savoir-faire transmis de génération en génération depuis 10'000 ans. Il s'agit du plus vieux métier du monde, il est aussi le plus essentiel, à la campagne comme à la ville.